

Le mépris Total !

Le groupe Total vient de faire 14 milliards de bénéfice, annonce 555 suppressions d'emplois et augmente de 10 % les dividendes versés à ses actionnaires. Ces faits illustrent parfaitement la logique du capitalisme actionnarial qui traite les salariés comme des marchandises jetables, tout juste bons à augmenter les profits.

Le cynisme n'est pas l'apanage de Total. Les déclarations offusquées de membres du gouvernement appelant à la responsabilité du groupe participent de l'hypocrisie générale. Car Total n'est pas la seule entreprise à se comporter ainsi. Alors que la récession s'aggrave, le grand patronat veut faire payer la crise aux salariés et fait du versement de dividendes aux actionnaires sa priorité.

Dans cette situation, la seule solution crédible, si l'on veut dépasser les habituelles lamentations, est d'interdire les licenciements dans les entreprises qui font des profits. Plus globalement, il faut instaurer un statut du salarié, financé par une nouvelle cotisation sociale patronale, qui garantisse la continuité de la rémunération et de la protection sociale en cas de sortie de l'emploi.

L'exemple de Total confirme qu'il n'y a rien à attendre d'un patronat s'agrippant à ses privilèges et soutenu par un gouvernement qui, au-delà des mots, continue à lui faire régulièrement des cadeaux tout en se refusant à prendre la moindre mesure réelle de protection des salariés. Pour l'Union syndicale Solidaires, la mobilisation des salariés est la condition de la sortie de crise. Le 19 mars, à l'appel de toutes les organisations syndicales, les salariés doivent montrer leur volonté d'imposer une autre logique économique et sociale.

Le 11 mars 2009